



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.96/SR.508
27 juin 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Quarante-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 508ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le 7 octobre 1996, à 15 heures

Président : M. MCHUMO (Tanzanie)

SOMMAIRE

THEME ANNUEL : LA RECHERCHE ET LA MISE EN OEUVRE DE SOLUTIONS DURABLES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.96-02953 (F)

La séance est ouverte à 15 h 25.

THEME ANNUEL : LA RECHERCHE ET LA MISE EN OEUVRE DE SOLUTIONS DURABLES
(point 4 de l'ordre du jour) (suite) (A/AC.96/863, 867 et 872)

1. Mme ANDERSSON (Suède) dit que la Suède fait pleinement siennes les vues exprimées par l'Union européenne. Elle se félicite des solutions trouvées dans les années 90 à certains des conflits prolongés qui avaient provoqué des mouvements massifs de personnes dont elles ont permis le retour en Afrique australe, en Amérique latine et dans certaines parties de l'Asie. Le rôle du HCR dans la sauvegarde des principes humanitaires et dans la prévention, le traitement et le règlement des situations d'urgence complexes fait du Haut Commissaire l'un des acteurs essentiels intervenant au nom de la communauté internationale. Il faut que le HCR continue à faire preuve de souplesse tout en gardant le cap. On se rend mieux compte à présent de la nécessité de faire participer tant les pays d'asile que les pays d'origine et de lier l'action préventive à l'aide, au relèvement après le conflit et au développement durable, de façon à promouvoir, en fin de compte, un retour sûr. Etant donné que le HCR est limité par son mandat et ses ressources, il faut qu'il agisse en coopération étroite avec les autres organisations humanitaires, de droits de l'homme et de développement et avec les gouvernements. Il faut que les programmes de rapatriement trouvent une place au souci d'une réintégration réussie, dans la région des Grands Lacs, par exemple, en Afrique.

2. Le HCR a réussi à prévenir des crises en participant, notamment, à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants et dans certains Etats voisins, tenue à Genève en mai 1996, et aux travaux du Groupe de travail des questions humanitaires sur le retour et la réinsertion en Bosnie-Herzégovine; la Suède a approuvé le plan d'exécution de cette opération et elle prendra part aux consultations sur sa mise en oeuvre. Mme Andersson note que personne n'a encore proposé de solution aux conflits en cours en Asie centrale et occidentale.

3. Cette approche globale exige la coopération d'autres organisations internationales et des Etats. Le processus mis en route par la résolution 1995/56 du Conseil économique et social qui affirme la nécessité de renforcer la coordination de l'aide humanitaire au sein du système des Nations Unies, est très important. A cet égard, le Gouvernement suédois se félicite des mesures prises par le HCR et de la discussion au sein du Comité permanent; le rôle du Département des affaires humanitaires est également capital. Certains ont réclamé des mémorandums d'accord et une définition claire des responsabilités et des objectifs, mais c'est dans les opérations sur le terrain que réside la clef de la coordination interinstitutions, et il faut en la matière faire preuve d'imagination pour concevoir des actions en coopération qui soient d'un bon rapport coût-efficacité et durables. Les réformes de gestion engagées par le Haut Commissaire permettront des analyses de situation cas par cas pour répondre aux conséquences qu'une approche globale de la protection implique sur le plan organisationnel. En chaque cas, il faudra trouver un équilibre dans les programmes entre la protection et l'aide.

4. La focalisation accrue de la recherche de solutions sur les pays d'origine soulève la question des personnes déplacées dans leur propre pays, question pour laquelle le mandat du HCR doit être appuyé par une réponse coordonnée du système des Nations Unies, non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi pour éviter de nouvelles migrations forcées.

5. En septembre 1996, le Gouvernement suédois a présenté au Parlement un projet de loi exposant les grandes lignes de sa politique en matière de migrations et d'asile. Il s'y engage à suivre une démarche globale comportant des efforts pour promouvoir la paix, le respect des droits de l'homme et le développement social et économique et à continuer à soutenir le HCR. Il y donne une interprétation plus large de la Convention de Genève, les victimes de persécutions de la part d'agents non étatiques étant expressément reconnues comme des réfugiés au sens de cette convention. Comme par le passé, il souhaite offrir une protection juridique aux victimes de conflits armés, tortures et autres traitements inhumains, et son projet de loi s'attaque explicitement aux problèmes des victimes de catastrophes environnementales et de persécutions tenant aux rapports sociaux de sexe ou visant les homosexuels. La Suède poursuivra sa coopération avec le HCR en matière de réinstallation, y compris le quota de réinstallation, et elle engage d'autres pays à se joindre au groupe actuel des pays de réinstallation.

6. M. AKAO (Japon) dit que les deux succès les plus importants du HCR en 1996 auront été l'achèvement des opérations de rapatriement et réinstallation au Mozambique et celui du Plan d'action global pour les réfugiés indochinois (PAG), adopté en 1989 à la Conférence internationale sur les réfugiés indochinois. Des progrès ont été enregistrés dans des pays tels que l'Angola et le Guatemala, et bien qu'il n'y ait pas encore de plans de rapatriement à grande échelle des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays en ex-Yougoslavie, les élections qui ont eu lieu récemment en Bosnie-Herzégovine sont de bon augure pour la recherche de solutions durables dans le cadre de l'Accord de paix de Dayton. Malgré la persistance de divers problèmes de réfugiés, par exemple dans la région des Grands Lacs en Afrique, il n'y a pas eu en 1996 de nouvelle crise de grande ampleur en la matière, ce qui permettra au HCR d'employer ses ressources à la recherche de solutions durables au lieu de se contenter de répondre aux urgences.

7. Avec plus de 1,4 million de réfugiés, la crise indochinoise aura été l'une des plus graves du monde. Grâce au PAG, le rapatriement des non-réfugiés et la fermeture des camps de réfugiés étaient pratiquement achevés en juin 1996, et il a été officiellement mis fin au Plan. Au Japon également, la majorité des non-réfugiés a été rapatriée par l'intermédiaire du programme de retour organisé. En tant qu'approche globale de solutions durables, le PAG a créé un précédent en permettant de combiner les efforts des pays concernés et l'aide de la communauté internationale, de prendre des mesures, tant dans les pays d'origine que dans ceux de premier asile, pour assurer non seulement le rapatriement des non-réfugiés, mais encore leur intégration dans des communautés locales de leur pays d'origine et de réinstaller dans des pays tiers ceux qui se sont vu reconnaître la qualité de réfugiés dans le cadre des procédures de détermination du statut de réfugié. En atténuant la pauvreté des communautés rurales, qui était l'une des causes fondamentales de l'exode, le développement économique récent du Viet Nam a contribué au succès du PAG.

8. La situation des réfugiés est en pleine évolution : les pays d'asile se montrent moins généreux envers les réfugiés, et la communauté internationale met davantage l'accent sur leurs droits de l'homme. Une approche globale dans l'esprit du PAG pourrait aider à trouver des solutions durables à ce problème. Une telle approche devra nécessairement être multiforme; il faudra qu'elle apporte une solution politique aux problèmes sous-jacents, et elle devrait aussi s'attaquer aux questions économiques. Les améliorations des infrastructures sociales et économiques des pays d'origine comptent beaucoup pour le rapatriement et la réintégration des réfugiés, et la réhabilitation et la reconstruction dans la période postérieure au conflit sont d'une importance cruciale pour prévenir un nouvel exode. Il ne faut pas oublier l'aide aux pays voisins, car l'afflux dans ces pays de réfugiés en très grand nombre entrave leur développement économique et social, menace de déstabiliser leur ordre social et porte gravement atteinte à leur environnement naturel.

9. C'est au HCR que revient le rôle décisif dans une approche globale, mais il y a des facteurs politiques et économiques qui risquent d'échapper à son emprise. Ses activités humanitaires pourraient sans doute faciliter l'amélioration du climat politique, mais ce sont le Conseil de sécurité ou des organisations régionales comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) qui devraient au premier chef se charger de rechercher des solutions politiques. De même, sur le plan économique, ses projets à impact rapide pourraient jouer un rôle de catalyseurs en ce qui concerne la réintégration ou la réhabilitation des réfugiés; néanmoins, c'est à la Banque mondiale, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et aux donateurs bilatéraux de travailler au développement à moyen ou à long terme et à la reconstruction après le conflit. Il est indispensable qu'il y ait une coopération étroite entre ces organisations.

10. Il est difficile de détecter les causes foncières des problèmes de réfugiés et de prédire les déplacements de populations à grande échelle. Toutefois, une détection et une prévention précoces pourraient résoudre les problèmes pour un coût relativement modique, et il est possible, même lorsque l'exode des réfugiés a commencé, d'empêcher la situation de se détériorer. M. Akao applaudit à l'étroite coopération que le HCR a entretenu avec d'autres organisations internationales pendant la Conférence régionale sur la Communauté d'Etats indépendants ainsi qu'au Programme d'action qui en est issu et qui offre un exemple de succès en matière d'approche régionale. Le Gouvernement japonais est favorable au projet du HCR d'organiser des consultations régionales sur les déplacements de populations en Asie centrale, en Asie du Sud-Ouest et au Moyen-Orient, dont il espère qu'elles apporteront des solutions durables, et il a décidé de fournir une contribution de 200 000 dollars des Etats-Unis pour en couvrir les frais. Le Japon se félicite également des deux réunions régionales sur les problèmes des réfugiés qui sont prévues pour 1996 : le Séminaire sur le statut et le traitement des réfugiés, organisé pour commémorer le trentième anniversaire des Principes de Bangkok relatifs au traitement des réfugiés, sous les auspices du HCR et du Comité consultatif juridique africano-asiatique, et la Conférence sur les approches régionales du problème des réfugiés et des personnes déplacées en Asie, parrainée par l'Australie et le HCR. Les enseignements tirés de la solution récente du problème des réfugiés indochinois ne font que souligner

l'importance d'une approche régionale, et le Japon a l'intention de prendre une part active à ces réunions.

11. Il devient de plus en plus difficile au HCR de résoudre les problèmes compliqués que posent les réfugiés, et la coordination des activités des organisations humanitaires devrait donc être l'une des priorités de la communauté internationale. M. Akao salue les efforts que le HCR consacre à la mise en oeuvre de la résolution 1995/56 du Conseil économique et social. Cela dit, la coordination envisagée comme une fin en soi ne ferait qu'accroître l'inefficience, et, sur le terrain, c'est l'organisation dont la présence opérationnelle dans le pays est la plus forte qui devrait jouer le rôle central. Enfin, dans les domaines où il n'a ni expertise ni mandat, le HCR devrait coopérer étroitement avec les autres organismes des Nations Unies.

12. Etant donné que la pauvreté des communautés est l'une des causes foncières des départs en masse de réfugiés, il est important de favoriser le développement des pays en développement. Le Japon a organisé en août 1996 un séminaire à haut niveau sur le développement de l'Afrique, coparrainé un colloque à haut niveau sur les conflits en Afrique, axé sur l'édification de la nation après la fin du conflit qui s'est tenu en septembre 1996, et il espère convoquer en 1998, la deuxième réunion de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) qui sera précédée en 1997 d'une réunion préparatoire à Tokyo.

13. Le Japon, profondément inquiet du danger que les mines antipersonnel représentent pour la sécurité internationale, a décidé d'appuyer les efforts de la communauté internationale pour en prohiber l'emploi partout dans le monde et de prendre unilatéralement des initiatives à cet égard. Il se propose également de tenir en mars 1997 à Tokyo une conférence internationale à l'échelon des hauts fonctionnaires en vue de renforcer l'appui international aux travaux de déminage de l'Organisation des Nations Unies, à la mise au point de nouvelles technologies de la détection et de l'enlèvement des mines terrestres et à l'aide internationale à la réadaptation des victimes de ces mines.

14. Enfin, vu qu'il y a 26 millions de réfugiés de par le monde, le Japon a décidé d'ajouter 50 millions de dollars des Etats-Unis à la contribution qu'il a déjà fournie aux programmes du HCR en 1996.

15. M. LAFRENIERE (Canada) dit que le Canada accueille avec satisfaction la nouvelle formule retenue pour le débat annuel du Comité exécutif, qui permet à celui-ci d'espérer parvenir à un large consensus international sur une question complexe, ainsi que le choix de la recherche de solutions durables comme thème de ce débat, car il ne suffit pas d'entretenir et de protéger les personnes déplacées qui sont les victimes des crises, en particulier lorsque ce sont des femmes et des enfants. Le fait de laisser les réfugiés séjourner longtemps dans des camps ou vivre disséminés à l'étranger dans un vide juridique, ne fait que favoriser une dépendance à long terme et rend les solutions permanentes plus difficiles. La note consacrée aux solutions durables (A/AC.96/872) souligne à juste titre combien il importe de faire rentrer les réfugiés dans leur pays d'origine. Ce retour, il est vrai, exige l'existence préalable d'un climat de confiance. Lorsque c'est impossible, la solution jugée la meilleure est l'intégration sur place, et le Canada

encourage le HCR à redoubler d'efforts à cet égard. Dans les cas où ni l'une ni l'autre de ces solutions n'est réalisable, la réinstallation à l'étranger est la seule possibilité qui s'offre en pratique, et le Canada a réinstallé plus de 25 000 réfugiés en 1996. Les nouveaux Canadiens qui, dans les dernières décennies, ont trouvé un refuge et un avenir au Canada ont grandement enrichi sa société, et d'autres pays devraient reconnaître leur propre devoir de fournir une assistance tangible de ce genre.

16. Dans la recherche de solutions durables, il conviendrait que tous les pays soutiennent le HCR, lequel devrait continuer à examiner les résultats qu'il obtient et, si besoin est, prendre des décisions difficiles. A cet égard, l'exemple du Projet Delphi, qui représente un effort important de la part d'un organisme des Nations Unies pour s'adapter à des demandes en évolution constante, est des plus réconfortants. Il y a également lieu de se féliciter de la pratique plus fréquente de la délégation des décisions au terrain, de la capacité nouvelle d'étendre ou de réduire les opérations avec rapidité et efficacité et des évaluations des programmes du HCR axées sur les résultats. Tous les bureaux et opérations du HCR qui existent depuis longtemps devraient faire l'objet d'une évaluation approfondie et, s'ils ne sont plus utiles, être supprimés.

17. Les outils du passé sont obsolètes, et il faut chercher des moyens nouveaux de venir en aide aux réfugiés, en allant au-delà du concept traditionnel de protection et en élargissant le rôle du HCR dans le domaine de la prévention. Le HCR devrait contribuer à la recherche internationale consacrée aux causes fondamentales des problèmes de réfugiés, notamment la haine raciale et l'extrémisme nationaliste, et le Canada se félicite de l'importance que le HCR attache à son Centre de documentation et de recherche. Il l'encourage aussi à forger de nouvelles alliances pour mettre au point une stratégie mondiale intégrée faisant appel au plus grand nombre possible d'organisations internationales, régionales et non gouvernementales. Les mesures préventives, comme les solutions, sont aussi nombreuses et variées que les situations qu'elles visent à régler.

18. Autres problèmes encore, il faudra aussi déterminer comment obtenir l'appui des pays concernés pour mettre en oeuvre des mesures préventives efficaces, établir quelles devraient être les conditions permettant le rapatriement librement consenti et assurer la sécurité des réfugiés et du personnel employé aux activités humanitaires.

19. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas) estime que le HCR se trouve dans une situation de plus en plus difficile dans la région des Grands Lacs de l'Afrique du fait du nombre des réfugiés que la crise a créés au Rwanda et qu'il prend en charge. Dans des conditions extrêmement difficiles, il a mis en oeuvre un programme de soins et d'entretien sans précédent dans son histoire. En même temps, il semble qu'il se trouve pris dans une situation politique très complexe, où des factions rivales se battent pour avoir la haute main sur la population de réfugiés; les gouvernements menacent de les rapatrier, au besoin par la force, et les pays d'origine ne font pas suffisamment d'efforts pour permettre leur rapatriement librement consenti. Au Zaïre, la situation en matière de sécurité dans les camps et aux alentours est explosive, et la dégradation de l'environnement et divers besoins essentiels nécessitent une intervention de toute urgence. Il n'est pas possible de

laisser le HCR isolé dans ce pays. Il est nécessaire que la communauté internationale, les pays directement engagés dans le conflit et les Nations Unies dans leur ensemble mettent au point d'urgence une nouvelle politique de rapatriement pour sortir de l'impasse où l'on s'enlise actuellement dans cette région.

20. A l'instar du HCR, le Gouvernement néerlandais est d'avis que le rapatriement librement consenti devrait demeurer au coeur de toute politique de rapatriement. En créant un cadre d'ensemble pour rapatrier davantage de réfugiés rwandais, on est parti du principe que le rapatriement forcé n'était pas viable. Les Pays-Bas proposent donc une autre solution, à savoir une fermeture graduelle, par étapes, des camps. Les fermetures de camps devraient être décidées sur la base d'un ensemble clair de critères, dont les premiers sont la sécurité et la possibilité de gérer l'effectif pris en charge. Il faudrait envisager d'abord de fermer les petits camps les plus proches de la frontière, car ils ont tendance à aggraver l'instabilité dans la région. Les réfugiés de ces camps seraient libres de choisir entre le rapatriement et le transfert. Il faudrait mettre à leur disposition tout un ensemble d'incitations matérielles. Ils seraient aussi informés que le niveau de l'aide dont ils bénéficient serait réduit s'ils optaient pour le transfert. Il faudrait encourager les pays d'accueil à mettre en route un double processus de sélection pour les réfugiés qui refusent d'être rapatriés, d'abord pour rechercher les auteurs de violations des droits de l'homme, ensuite pour déterminer individuellement le statut des réfugiés. De toute évidence, une telle stratégie nécessite des mesures de sécurité supplémentaires.

21. Il faut que les données de la situation s'améliorent au Rwanda pour qu'un retour durable et sûr soit possible. Il est nécessaire que la justice commence à examiner les cas de ceux qui sont actuellement en prison. Les opérations sur le terrain en faveur des droits de l'homme ont un rôle important à jouer dans la surveillance du retour des réfugiés dans leur communauté d'origine. Il y a des problèmes de propriété foncière à régler. Il est indispensable aussi que les Gouvernements du Zaïre et de la République-Unie de Tanzanie continuent à appuyer le processus de rapatriement. Le renforcement des arrangements pris pour assurer la sécurité, la sélection et le respect des procédures en matière d'asile exigent de ces gouvernements qu'ils s'engagent davantage. L'orateur pense que la volonté politique nécessaire existe bien. Néanmoins, on ne peut pas demander aux pays d'asile de porter seuls le fardeau. Il faut à présent que le HCR, le Rwanda, les pays d'asile et la communauté des donateurs agissent la main dans la main pour trouver des solutions durables à la crise dans une région de plus en plus instable. A cette fin, c'est vers le HCR que M. van Wulfften Palthe se tourne, pour qu'il prenne la tête de cette action, et son pays est prêt à contribuer encore à la mise au point d'une nouvelle politique de rapatriement.

22. M. TABESH (République islamique d'Iran) rappelle que l'instabilité politique, l'injustice sociale, les violations des droits de l'homme et l'intolérance ont toujours été désignées comme les principales causes de diverses formes de déplacement de personnes et de mouvements de réfugiés. Ce à quoi, en revanche, on a prêté moins d'attention, c'est le fait que la détérioration de la situation économique observée dans certaines parties du monde pose désormais un problème grave. Si l'on ne s'y attaque pas convenablement, les chances de trouver des solutions durables à diverses

formes de déplacement sont minces. Etant donné que la plupart des pays d'où proviennent les réfugiés et de ceux qui les reçoivent se trouvent dans le monde en développement, il faut considérer le défi du développement comme l'une des priorités de l'action. Une approche globale s'impose pour traiter les causes fondamentales des mouvements de populations involontaires.

23. Moyennant l'appui international voulu, nombre de problèmes de réfugiés pourraient être traités au niveau régional. La mise en route d'un processus de consultations entre pays voisins pourrait avoir une influence positive sur la mise en oeuvre et le suivi de solutions durables. La Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants et dans certains Etats voisins en est un exemple. En 1995, le Gouvernement iranien a proposé la tenue d'une conférence analogue pour sa propre région, en vue de concevoir des actions préventives et de formuler des solutions régionales. Au cours des derniers mois, le HCR a tenu des consultations préliminaires avec le Gouvernement iranien et les pays voisins, et l'Iran reconnaît l'utilité de ses initiatives.

24. Il ne faudrait pas que l'accent mis sur une approche régionale le soit au détriment de la participation internationale. L'approche régionale ne signifie pas que seuls les pays de la région ont à fournir une assistance aux réfugiés. En outre, dans toute approche régionale, il convient d'établir une relation spéciale entre les pays d'origine et les pays d'accueil. Dans cette perspective, il faut que le HCR mette au point une stratégie pragmatique. Il importe aussi de créer une relation plus large entre le HCR et les institutions internationales de développement et de financement. Dans les dernières décennies, les ONG ont joué un rôle de partenaires plus important dans les situations d'urgence et les suites des crises. Le Gouvernement iranien s'est félicité de ce partenariat et il coopère depuis plusieurs années avec le Consortium international pour les réfugiés en Iran, mais la participation des ONG n'a pas encore atteint un niveau satisfaisant.

25. L'Iran continue d'accueillir la population de réfugiés la plus nombreuse du monde, qui dépasse 2,1 millions de personnes. Les crises en cours dans les pays voisins et l'immigration clandestine ont encore compliqué la situation. Alors qu'il y a 1 426 000 réfugiés afghans sur son territoire du fait de la guerre civile et de la détérioration de la situation en Afghanistan, le rapatriement librement consenti de ces réfugiés a diminué de façon spectaculaire. Au cours des derniers mois, l'Iran, l'Afghanistan, le Turkménistan et le HCR sont convenus de faciliter le rapatriement des réfugiés afghans vers le nord de l'Afghanistan en passant par le Turkménistan. Le mécanisme de cette opération a été définitivement arrêté, mais les événements survenus récemment en Afghanistan en ont entravé le déroulement. La solution souhaitable, c'est-à-dire le rapatriement librement consenti, ayant été rendue pratiquement impossible, il faudrait que le HCR relance d'autres solutions, en particulier la réinstallation.

26. Les derniers événements survenus dans le nord de l'Iraq ont engendré une nouvelle situation d'urgence et contraint les populations de réfugiés irakiens à demeurer en Iran. Avec le conflit interne qui y a éclaté au début de septembre 1996, quelque 300 000 habitants des villes et villages frappés

par la guerre ont franchi précipitamment les frontières. Le Gouvernement iranien, fidèle à sa politique humanitaire, a mis en oeuvre tous ses moyens opérationnels pour fournir des secours d'urgence à ces réfugiés. Avec les organisations humanitaires internationales, il est venu en aide aux personnes déplacées sur le territoire de leur propre pays en Iraq, mais du fait de l'extension des combats jusqu'aux zones frontalières où les demandeurs d'asile kurdes s'étaient rassemblés, l'Iran s'est engagé à admettre 60 000 de ces réfugiés et à les héberger dans cinq camps le long de la frontière. En admettant sur son territoire ces réfugiés, qui sont en majorité des femmes et des enfants, et non des soutiens de famille, le Gouvernement iranien leur a évité de tragiques souffrances. A ce jour, l'Iran a dépensé une dizaine de millions de dollars des Etats-Unis prélevés sur ses propres ressources nationales pour les réfugiés qu'il héberge sur son territoire. S'ils prolongent leur séjour, surtout durant l'hiver long et froid qui est de règle dans l'ouest de l'Iran, tant ces réfugiés que le pays d'accueil auront à faire face à de graves problèmes, à moins que la communauté internationale ne prenne des mesures sérieuses pour leur venir en aide. Bien que le HCR et les autres organisations humanitaires aient eu librement accès aux camps de réfugiés pendant la crise, le niveau de l'aide internationale reçue jusqu'à présent n'est pas satisfaisant, et l'Iran compte sur de nouvelles contributions des pays donateurs et des ONG pour soulager les souffrances humaines des réfugiés kurdes irakiens.

27. M. LOHANI (Observateur du Népal) rappelle que son pays a dû se charger de donner asile à l'effectif de réfugiés le plus nombreux de la région. Outre un énorme fardeau économique, la présence continue d'un grand nombre de réfugiés dans des zones déjà très peuplées du Népal pendant plus de six ans a créé des problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Le déboisement croissant et la pression excessive à laquelle ont été soumis les systèmes de services sociaux, l'approvisionnement en eau et les services d'hygiène publique ont beaucoup alourdi les coûts environnementaux, économiques et sociaux. Dans l'est du Népal, il y a près de 91 000 réfugiés bhoutanais répartis entre huit camps dans deux districts. Pays partie à toutes les grandes conventions internationales sur les droits de l'homme et qui est attaché aux règles de la démocratie, le Népal ne pouvait pas leur refuser l'abri. Il a engagé très tôt des efforts pour amener le Bhoutan à des pourparlers en vue de mettre fin à ce problème, mais la solution demeure aussi fuyante que jamais.

28. Dans ses contacts avec le Bhoutan, le Népal a adopté une attitude souple pour faciliter une solution rapide et durable. Le Gouvernement népalais a accepté la proposition bhoutanaise de classer les réfugiés en quatre catégories et approuvé la nomenclature de ces catégories. Les deux parties se sont également mises d'accord sur un mécanisme de vérification conjointe sur le terrain pour déterminer le statut de chacune des personnes hébergées dans les camps de réfugiés. Le Gouvernement népalais a proposé que les vérifications sur le terrain soient effectuées avec le concours d'une organisation ou d'un organisme ayant fait la preuve de sa compétence et de son impartialité, mais ses partenaires dans ce dialogue souhaitant surtout une harmonisation des positions des deux pays sur chacune des quatre catégories, c'est cet exercice qui a dominé les quatre dernières séries de pourparlers bilatéraux.

29. Contrairement à ce que l'on croit dans certains cercles, le Népal respecte pleinement le désir de tout pays de préserver son patrimoine culturel et religieux original. L'identité nationale est un élément important de la souveraineté politique. Néanmoins, l'identité nationale ne peut avoir de sens que si elle offre un espace politique et économique à tous les groupes et communautés ethniques d'une nation. Préserver le patrimoine culturel d'un segment de la population au détriment du patrimoine également inviolable d'un autre segment important de la population du même pays ne saurait contribuer à préserver la paix et l'harmonie. La façon dont un Etat maintient l'équilibre et l'harmonie est son affaire intérieure.

30. On a tenu absolument à ce que les lois sur la nationalité et sur l'immigration soient appliquées dans le processus de vérification, et cette insistance s'est révélée être une autre pierre d'achoppement. Les partenaires du Népal dans le dialogue répètent à l'envi que la plupart des réfugiés bhoutanais ont quitté leur pays de leur plein gré et, qu'en pareil cas, les lois du Bhoutan prévoient la déchéance de nationalité. Le fait d'insister sur ce point n'aide pas à régler le problème, parce que les réfugiés bhoutanais ne peuvent pas être des nationaux du Népal. Il est difficile de comprendre que près du sixième de la population d'un pays puisse volontairement choisir, en si peu de temps, de renoncer à la sûreté et la sécurité du foyer et de la société en échange d'un avenir incertain dans un camp de réfugiés en pays étranger. Des réfugiés bhoutanais qui se trouvent dans des camps au Népal font des récits de départs sous la contrainte. Pour venir à bout de ce problème, le Népal a proposé que les réfugiés appartenant à la catégorie de ceux qui ont prétendument quitté leur pays de leur plein gré devraient se voir offrir la possibilité d'y retourner.

31. De par sa nature même, le problème des réfugiés bhoutanais au Népal est international, en ce sens que ces milliers de personnes ont franchi les frontières internationales de leur pays pour chercher asile dans un pays tiers qui n'a pas de frontière commune avec le Bhoutan. Sa solution exige donc que l'on recoure aux règles et pratiques internationales établies. Le fait d'insister sur l'application des procédures nationales, juridiques et autres, ouvre la possibilité de créer des apatrides sur une très grande échelle. Bien évidemment déçu par l'échec des sept séries de pourparlers bilatéraux, le Népal n'en reste pas moins disposé à poursuivre la recherche d'une solution dans le cadre bilatéral. M. Lohani se félicite des initiatives prises par le Comité exécutif, le HCR et des pays amis pour aider son pays à s'acheminer vers une solution rapide et durable.

32. M. VERGNE SABOIA (Brésil) dit que, vu les multiples formes que revêtent les causes profondes des flux de réfugiés, il attache beaucoup de prix à la recherche en cours d'une stratégie plus vaste de relèvement et de reconstruction où le rapatriement et l'assistance à court terme du HCR puissent s'ancrer solidement. Bien qu'une période de stabilité accrue soit peut-être en vue dans les affaires internationales et que le nombre des réfugiés ait diminué, l'ampleur du problème est très généralement perçue avec pessimisme comme grandissante. Le Brésil note avec satisfaction qu'en 1995 plus d'un million de réfugiés soient retournés dans leur pays d'origine, et 450 000 d'entre eux avec l'aide du HCR. Il salue la décision du Gouvernement mexicain de prévoir l'intégration sur place de réfugiés du Guatemala, initiative qui pourrait rendre toute l'Amérique latine fière des résultats

de la région dans ce domaine. Il est regrettable que l'on ne puisse en dire autant ni de la situation des réfugiés de Bosnie-Herzégovine, dont on s'est occupé beaucoup plus lentement que prévu depuis la signature de l'Accord de Dayton, ni de la situation dans la région des Grands Lacs.

33. M. Vergne-Saboia approuve la tendance de plus en plus marquée à privilégier la solution du rapatriement librement consenti, sans exclure la réinstallation dans un pays tiers et l'intégration sur place, qui sont des possibilités importantes. Toutefois, même si la situation préférée est le rapatriement librement consenti, certaines situations qui créent des réfugiés risquent d'être appelées par nature à durer et nécessiteront d'autres réponses. Certes, le Brésil comprend que la priorité accordée au rapatriement librement consenti signifiait que l'on attachait désormais une plus grande importance à la prévention des déplacements forcés, mais la situation actuelle dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, avec la persistance de certains conflits ethniques et d'autres qui se profilent à l'horizon, n'autorise pas beaucoup d'optimisme quant à la possibilité réelle d'anticiper et de prévenir l'apparition brutale de situations d'urgence, et de brusques afflux massifs de réfugiés. En outre, il est admis que le mandat du HCR ne prévoit pas l'action purement préventive axée sur les causes des déplacements forcés.

34. Le Brésil est préoccupé et alarmé par certaines tendances troublantes en matière de protection que l'on observe partout dans le monde. Il est indispensable que la communauté internationale soutienne et renforce l'institution du droit d'asile et le principe du non-refoulement, qui sont les deux piliers de la protection internationale. Il est important que les Etats soient en mesure de limiter les abus et de restreindre l'immigration clandestine sans que cela préjuge pour autant des demandes d'asile et de l'accès garanti à la sécurité pour les réfugiés. Si la ligne de démarcation qui sépare la question de l'immigration clandestine de celle des réfugiés semble parfois ténue, cela ne devrait pas servir pour autant à brouiller les aspects spécifiques de la seconde.

35. Le Gouvernement brésilien prépare actuellement un projet de loi visant à régler dans tous ses détails la situation des réfugiés qui se trouvent dans le pays, sur la base de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. Le Brésil a également adhéré à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides.

36. M. KOLOSSOVSKY (Fédération de Russie) dit que la recherche et la mise en oeuvre de solutions durables aux problèmes que posent les déplacements massifs de populations nécessitent l'élaboration d'une stratégie générale de l'action humanitaire et offrent la possibilité de définir plus précisément le rôle et la place des facteurs humanitaires dans l'approche de la communauté internationale en matière de gestion des crises. Sans un but ultime clairement défini et des efforts pour traiter les causes fondamentales des mouvements massifs de réfugiés, l'action humanitaire se réduira à de simples tentatives et à une assistance coûteuses à la merci de circonstances internationales changeantes.

37. Il ressort de l'analyse de la nature complexe des conflits modernes et de l'ampleur des flux de réfugiés qui en découlent que le problème des réfugiés est une question de sécurité nationale, régionale et internationale. Des efforts coordonnés s'imposent dans les domaines politique, social, économique et autres pour éliminer les conséquences et les causes des crises. Leur but ultime devrait être la sécurité de l'individu au sein d'une société se développant de façon dynamique dans un Etat de droit. Ce but est celui de l'ensemble de la communauté internationale, et la délégation russe apprécie l'attention prêtée par le HCR et par la communauté humanitaire aux notions d'approches globales et d'actions préventives. Un pas important a été franchi récemment avec la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants et dans certains Etats voisins. Grâce aux efforts persistants du HCR, et en particulier du Haut Commissaire, la Conférence aura été un véritable laboratoire où tous les aspects des flux migratoires sur le territoire des pays de la CEI ont été analysés et des mesures concrètes élaborées pour apporter des solutions durables aux problèmes et prévenir de nouveaux courants de réfugiés et de personnes déplacées. M. Kolossofsky exprime sa gratitude à tous les pays donateurs, et en particulier à la Suisse, grâce à laquelle cette réunion a pu se tenir.

38. La Conférence a analysé à fond les processus migratoires complexes actuellement en cours dans cette région antérieurement soviétique et constaté que leur portée s'étend beaucoup plus loin. Il appartient à la communauté internationale de prendre des dispositions concrètes pour appuyer les efforts des pays de la CEI en vue de régler les problèmes des réfugiés et pour mettre en oeuvre sans retard le Programme d'action de fond adopté par la Conférence.

39. La délégation russe est consciente que la mise en oeuvre des décisions de la Conférence incombe pour l'essentiel aux Etats de la CEI, et la Russie s'est d'ailleurs déjà attelée à la tâche. Elle examine la possibilité de modifier sur certains points précis les lois sur les réfugiés et les migrants forcés, elle a apporté les modifications voulues à la Loi-cadre sur la politique en matière de migrations et elle a renforcé les organes fédéraux et régionaux du service national des migrations. Les programmes sociaux nationaux récemment adoptés sur l'emploi, la protection de la famille et les femmes et les enfants consacrent des sections spéciales aux questions de migrations. Une coordination a aussi été mise en route pour combattre l'immigration clandestine dans les pays de la CEI, avec lesquels plusieurs accords bilatéraux ont été signés sur les processus de réinstallation.

40. Toutefois, il est important que les efforts nationaux soient appuyés par une aide internationale reposant sur le principe de la solidarité internationale consacré par le document final de la Conférence, afin non seulement de réduire la pression migratoire sur les économies nationales des pays de la CEI, mais encore de créer un élan psychologique supplémentaire. A ce propos, la délégation russe se félicite de la stratégie opérationnelle commune HCR/OIM dans les pays de la CEI prévue pour les années 1996 à 2000. M. Kolossofsky appelle les donateurs à appuyer cette stratégie et il est reconnaissant aux Etats-Unis d'Amérique de la décision annoncée de leur gouvernement d'affecter 1,5 million de dollars à la mise en oeuvre des décisions de la Conférence.

41. Parmi les premiers résultats de la Conférence, on relève plusieurs éléments qui revêtent une portée universelle. Tout d'abord, l'action humanitaire visant à résoudre les problèmes des réfugiés et des migrants doit être combinée avec une action politique plus large de la communauté internationale pour surmonter les crises et lier l'aide humanitaire au passage sans heurts de l'aide d'urgence au relèvement et à la reconstruction des sociétés. Il faudrait que la recherche et la mise en oeuvre de solutions à long terme concernant le rapatriement, l'intégration ou la réinstallation dans des pays tiers soient constantes. L'attention ne devrait pas être centrée seulement sur les urgences, mais également sur le processus latent des migrations forcées. Les régions où l'on ne trouve pas de solutions durables font planer en permanence la menace d'une nouvelle explosion, comme on le voit en Bosnie, dans la région des Grands Lacs d'Afrique et actuellement en Afghanistan. Des situations explosives de ce genre subsistent encore dans les "points chauds" de la CEI, l'Abkhazie, le Nagorno Karabakh et le Tadjikistan, où les efforts de la Russie pour rétablir la paix demandent à être étayés par une aide humanitaire.

42. Les décisions relatives aux solutions à long terme devraient être réalistes et répondre aux besoins des gens, la référence fondamentale étant la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967. Le respect des droits de l'homme ainsi que l'opposition à la discrimination, à l'intolérance nationale et religieuse et au nationalisme agressif sont des conditions préalables importantes pour prévenir les mouvements de réfugiés, en même temps qu'ils font partie intégrante d'une approche globale des problèmes de déplacement involontaire. Dans certains Etats, il est très important de trouver une solution au problème de la citoyenneté, et M. Kolossovsky tient à dire que la délégation de son pays appuie les efforts du HCR à cet égard. C'est le lien permanent entre l'individu et l'Etat chargé de sa protection qui empêche les crises et les afflux de réfugiés potentiels, et ce n'est un secret pour personne que le Gouvernement russe est particulièrement préoccupé par le problème de la citoyenneté en Estonie et en Lettonie.

43. Pour ce qui est du mécanisme de suivi, la délégation russe reconnaît l'utilité du rôle du HCR dans la mise au point d'approches des déplacements de populations et estime que l'Office devrait devenir l'organisme chef de file dans tous les cas où une crise débouche sur des mouvements massifs de réfugiés. Le HCR possède le savoir-faire et les ressources opérationnelles appropriées et un personnel qualifié. M. Kolossovsky est reconnaissant au Haut Commissaire des programmes mis en oeuvre par le HCR en Russie, en particulier au profit des victimes de la crise tchétchène. Il faut espérer que les mesures prises par les autorités fédérales pour consolider une solution pacifique de la crise permettront aux habitants de toutes nationalités de la République tchétchène de renouer avec une vie normale et paisible et que le rétablissement de la paix permettra au HCR de travailler sur place.

44. M. Kolossovsky souligne également que l'on peut constater les premiers fruits de l'amélioration de la coordination entre institutions humanitaires, à la suite de l'adoption de la résolution 1995/56 du Conseil économique et social. La priorité donnée par le Comité permanent interinstitutions aux efforts mutuellement complémentaires, l'exploitation des avantages comparatifs et une répartition plus précise des rôles dans les opérations sur le terrain marquent une étape dans la bonne direction. Le Comité exécutif avancera

peut-être encore dans cette direction à la session en cours. Un système flexible, opérationnel, voire modulaire pour les activités humanitaires des Nations Unies, sans monopole ni hypercentralisation, représente la voie du progrès. M. Kolossofsky tient à remercier le HCR pour ses efforts inlassables et pour l'héroïsme et la maîtrise dont il fait chaque jour la démonstration dans les "points chauds" du monde.

45. M. STEIN BARILLAS (Observateur du Guatemala) dit que le Gouvernement de son pays attache la priorité absolue aux solutions durables des problèmes des réfugiés. Le cadre dans lequel de nouvelles solutions sont mises en oeuvre se caractérise par les progrès des négociations de paix entre le gouvernement et la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca, qui annoncent la fin de 36 ans de conflit armé et ouvre la voie à des solutions définitives et durables du problème des réfugiés au Guatemala, grâce à l'élimination de ses causes politiques. Les populations ne sont plus chassées par la guerre contre-guérilla, et les camps de réfugiés sont désormais à l'avant-garde d'un processus de réconciliation et de développement dans lequel la coexistence pacifique productive, au lieu de la guerre, est la règle.

46. Le Gouvernement guatémaltèque tient à réaffirmer sa politique d'ouverture, marque de sa ferme volonté d'apporter une solution durable aux problèmes des réfugiés. Le Guatemala a amené et continue d'amener sa part, non seulement à travers les négociations politiques, mais encore en investissant directement de ses propres ressources pour permettre le rapatriement. Le Gouvernement a ainsi investi près de 70 millions de dollars des Etats-Unis, en sus de la généreuse contribution de la communauté internationale, dans le processus de rapatriement et dans l'achat de terres en vue de la réintégration. L'offre immédiate de terres est encore valable. La dette de reconnaissance du Guatemala envers le Gouvernement et le peuple mexicains est incalculable.

47. Le Guatemala est parvenu à un tournant et, faisant un bon qualitatif, s'achemine vers des efforts nouveaux menés de concert avec le Mexique pour définir des solutions durables dans un cadre durable. Cette action conjointe est sans précédent et a déjà permis au Guatemala d'enrichir ses propres efforts grâce à la générosité traditionnelle du Mexique, qui accorde l'asile politique et accueille à bras ouverts les populations persécutées sous diverses latitudes. Ainsi s'achève de façon satisfaisante le processus de la CIREFCA. A la clôture de la Conférence de Mexico, la situation au Mexique et au Guatemala avait été laissée en suspens. Une solution durable a maintenant été trouvée.

48. Pour les personnes déplacées dans leur propre pays, la situation est différente. Le problème de la réintégration des personnes démobilisées de la guérilla et des forces armées se trouve compliqué par la réintégration des populations déplacées par le conflit et par des facteurs liés à la pauvreté en milieu urbain. Des solutions durables des problèmes des réfugiés sont nécessairement intimement liées à celles du problème des déplacements internes de populations.

49. Deux approches interdépendantes rendent possibles des solutions durables : la décision remarquable du Mexique de permettre aux réfugiés guatémaltèques qui se trouvent dans les camps du Campeche et du Quintana Roo

de rester où ils sont en changeant de statut, et le programme global de développement récemment arrêté pour les zones frontalières par les Présidents du Mexique et du Guatemala. L'un des aspects fondamentaux de cette solution durable est que les réfugiés ne sont plus forcés de retourner dans leur pays d'origine et ne le font que s'ils le désirent. Les camps de réfugiés abritent une population qui y est née et y a grandi pendant les 15 dernières années et qui n'a rien connu d'autre que la vie des camps. Pour les enfants des réfugiés du début, le retour dans leur pays serait le premier déracinement de leur vie. Dans les camps du Campeche et du Quintana Roo, les réfugiés ont créé des activités productives qui, tout en leur assurant l'autonomie économique, apportent en outre une contribution importante au PIB du Mexique.

50. Autre considération fondamentale, la nécessité de solutions durables s'impose sur les plans économique, social, politique, culturel et écologique non seulement pour certains groupes, mais aussi pour des régions entières, afin que l'action d'urgence à court terme puisse déboucher sur des processus et des programmes de développement et qu'ainsi les zones d'intégration au Mexique, et de réintégration au Guatemala, deviennent effectivement des zones de paix assurant la prospérité à leurs habitants. A cette fin, des solutions sont mises en oeuvre dans un cadre durable, les populations se voyant offrir le choix de retourner dans leur pays ou de rester où elles sont. Le Mexique leur offre la possibilité de changer leur statut de migrants et de prendre leur place dans la vie économique normale et, à long terme, d'opter pour la nationalité mexicaine. De son côté, le Guatemala a modifié sa législation pour autoriser la double nationalité.

51. Ainsi, à moyen et long terme, la frontière entre le Mexique et le Guatemala ne sera plus considérée comme un cordon sanitaire ou une clôture de barbelés, mais comme une zone de développement conjoint. Néanmoins, c'est une région marquée par la précarité, déjà assaillie par de graves problèmes avant le début de la guerre contre-guérilla. Les racines politiques du conflit ont été éliminées, mais ses racines sociales et économiques subsistent. Il s'agit de la région la plus reculée, la plus pauvre et la plus oubliée du Guatemala, qui manque de routes, d'électricité et de télécommunications. Chaque année, 250 000 Guatémaltèques au total franchissent la frontière pour aller s'employer comme ouvriers agricoles temporaires. Si la situation économique s'améliore au Chiapas, les travailleurs mexicains venant du nord pourront s'y faire une place. En 1995, le salaire journalier s'est établi à 1,35 dollar des Etats-Unis, quelque 80 000 personnes se sont livrées à la contrebande et une partie des terres ont servi à la culture du pavot, qui rapporte infiniment plus que les cultures traditionnelles. Pour la première fois, ces problèmes économiques et sociaux sont traités sur un plan binational, et la réunion technique la plus récente entre les deux Gouvernements s'est soldée par un certain nombre de mesures tangibles. L'accord auquel ils sont parvenus prévoit le retour de 18 groupes dans les six prochains mois, l'ouverture d'un bureau guatémaltèque dans la ville frontalière de Comitán, ainsi que des visites annuelles régulières des maires guatémaltèques au Chiapas pour entrer directement en contact avec les futurs rapatriés, et il a été décidé d'informer sans délai les ambassades du Mexique au Guatemala et du Guatemala au Mexique de tous les faits nouveaux qui pourraient advenir.

52. De tels progrès n'auraient pas été possibles sans le succès des négociations politiques qui ont réglé le conflit armé interne et sans la consolidation et le développement de la démocratie qui, à travers les élections successives de gouvernements civils légitimement constitués, ont permis d'ouvrir la voie à la participation. Cette évolution n'aurait pas non plus été possible sans la coopération de la communauté internationale et, en particulier, la générosité et l'imagination du Gouvernement mexicain, qui a accompagné le Guatemala sur ce chemin ardu.

53. M. CODWELL (Observateur du Mexique) rappelle que l'histoire du Mexique est riche d'actions en faveur des réfugiés. En 1980, le Gouvernement a créé la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés, et le Mexique fait aussi partie du groupe de nations qui avait été le promoteur de la Déclaration de Carthagène, par laquelle avait été élargie la définition du réfugié. Il a par la suite incorporé cette nouvelle définition dans sa propre législation nationale afin de pouvoir offrir une protection légale à toutes les personnes entrant au Mexique qui satisfont aux critères de cette définition.

54. Après la Guerre civile espagnole, le Gouvernement mexicain avait ouvert ses ambassades et consulats en Europe pour offrir sa protection à des milliers de réfugiés espagnols, qui furent intégrés au Mexique où ils refirent leur vie. L'apport de la communauté espagnole continue à enrichir la vie universitaire, culturelle et économique mexicaine. Le Mexique a par la suite accueilli d'autres réfugiés éminents, quoique moins nombreux, de pays d'Amérique centrale et du Sud et les a protégés avec autant d'efficacité et d'humanité.

55. C'est en 1981 que le Mexique s'est trouvé devant la situation la plus remarquable et la plus critique en matière de réfugiés, du double point de vue quantitatif et qualitatif, avec l'arrivée, par sa frontière sud, de quelque 45 000 paysans guatémaltèques, principalement indigènes, qui fuyaient le conflit armé dans leur pays. Ces réfugiés ont trouvé un environnement favorable au Mexique, où ils se sont installés dans des écosystèmes semblables aux leurs, parmi une population dont ils partageaient les identités culturelles et ethniques et les occupations. Le Mexique leur a fourni des terres et le soutien de ses institutions d'aide. Le HCR a fourni des fonds internationaux pour mettre en oeuvre des programmes éducatifs, médicaux et de production et aidé à améliorer les conditions de vie des familles de réfugiés.

56. Les Présidents du Mexique et du Guatemala se sont récemment mis d'accord sur les conditions d'une solution durable concertée du problème de la communauté de réfugiés en territoire mexicain. Le Mexique a reconnu, devant la communauté internationale, les efforts que le Gouvernement guatémaltèque a faits pour assurer le rapatriement de ces réfugiés en investissant dans l'achat de fermes et en s'employant de son mieux à parvenir à une paix durable garantissant aux réfugiés un environnement où règnent la sécurité, la justice et la démocratie.

57. Néanmoins, le Mexique sait par expérience que le rapatriement ne suffit pas à lui seul à apporter une solution intégrée et durable au problème des réfugiés. Le rapatriement doit être complété par des programmes d'intégration du pays d'accueil. C'est pourquoi le Gouvernement mexicain a mis en oeuvre un

plan de stabilisation des mouvements migratoires à l'intention des réfugiés guatémaltèques, qui s'adresse à leurs descendants et aux populations de son voisin guatémaltèque. Ce plan prévoit l'octroi du statut d'immigrant aux réfugiés installés dans les Etats du Campeche et du Quintana Roo qui souhaitent demeurer au Mexique pour une durée indéterminée et leur permet d'acquérir des droits comparables à ceux des Mexicains dans tous les domaines, à l'exception du droit de vote et du droit d'exercer des fonctions politiques et sous réserve d'autres restrictions constitutionnelles à la propriété foncière. Pendant les cinq ans suivant l'octroi du statut d'immigrant, le Gouvernement mexicain continuera de respecter le principe du retour non forcé. Passé ce délai, les réfugiés obtiendront la résidence permanente et n'auront plus besoin de la protection de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés ou du HCR.

58. Le Gouvernement mexicain offre aussi la nationalité mexicaine, par une procédure accélérée, à tous les conjoints de Mexicains, parents d'enfants mexicains et réfugiés arrivés au Mexique encore mineurs et y vivant lorsqu'ils ont atteint l'âge adulte. Le plan d'intégration mexicain étend considérablement les droits de l'homme des réfugiés, qui sont comparables à ceux des Mexicains dans le cas des personnes qui ont opté pour le statut d'immigrant et identiques pour celles qui ont choisi la nationalité mexicaine. Les réfugiés prennent librement les décisions en la matière.

59. Les familles de réfugiés qui se trouvent dans l'Etat du Chiapas, moins intégrées que celles des Etats du Campeche et du Quintana Roo, se verront accorder un nouveau statut, en vertu duquel elles seront temporairement classées comme non-immigrants mais qui élargira considérablement leur droit de se déplacer librement, de travailler et d'acheter des biens. En même temps, le Gouvernement mexicain a mis en route, en coopération avec le HCR, une étude des tendances migratoires et socio-économiques, qui doit être achevée en 1997, en vue de définir des solutions viables et durables des problèmes spécifiques de la communauté de réfugiés du Chiapas.

60. Outre qu'il stabilise les courants migratoires, le plan mexicain consolide les programmes d'autonomie économique et de protection sociale lancés avec le concours du HCR il y a 14 ans. Les réfugiés, et en particulier les mineurs, qui désirent quitter la campagne pour la ville, se verront offrir neuf niveaux d'éducation et de formation, et la population restée dans les camps bénéficiera d'améliorations de l'infrastructure agricole, d'une assistance technique, de projets de reboisement et d'un appui financier sous forme de crédits. Les réseaux d'eau et d'électricité seront consolidés pour transformer ces camps en villes au lieu d'établissements temporaires. Le plan fait participer les paysans mexicains aux programmes de développement en vue de faire des camps de réfugiés des centres de développement de microrégions rurales. Au total, ce plan s'appliquera à 7 camps de réfugiés et 12 communautés mexicaines, et l'on estime le nombre des bénéficiaires des programmes d'autonomie économique et de protection sociale à quelque 25 000 personnes, dont 53 % de réfugiés et 47 % de Mexicains, ce qui parachèvera l'intégration locale en développant la communauté d'intérêts sociaux, culturels et économiques existant entre les Guatémaltèques indigènes et leurs frères mexicains.

61. En sus des ressources qu'il investit lui-même dans ces programmes, le Mexique a demandé des fonds internationaux au HCR et à l'Union européenne. La stabilisation de leur condition, appuyée par des programmes éducatifs et générateurs de revenus, permettra aux réfugiés, dont le souci primordial a été de préserver leur intégrité physique, de poursuivre l'objectif plus élevé d'une amélioration de leur niveau de vie en exerçant pleinement leurs libertés individuelles.

62. Le Mexique est satisfait de l'expérience fructueuse et instructive qu'il a partagée avec le HCR et le Gouvernement guatémaltèque en fournissant une solution qui a permis aux familles de réfugiés de reprendre une vie normale. Il est également heureux d'avoir démontré qu'en favorisant une volonté concertée l'action politique permet de résoudre le plus dramatique des problèmes humains. Cet effort vigoureux produira à n'en pas douter des fruits qui apporteront le bonheur à des milliers d'habitants de l'ancienne Mésopotamie, désormais à même de vivre dans la liberté grâce à la coopération internationale.

La séance est levée à 17 h 35.
